

Plan « France Relance » Mesures relatives à l'alimentation en Nouvelle-Aquitaine

1. Mesure 13A : Soutien à l'émergence des Projets Alimentaires Territoriaux

Un appel à projet national a été lancé début 2021 pour soutenir l'émergence de nouveaux projets alimentaires territoriaux, tels que définis aux articles L1 et L111-2-2 du Code rural et de la pêche maritime : « *Les projets alimentaires territoriaux sont élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondent à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial. Ils participent à la consolidation de filières territorialisées, à la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique* ».

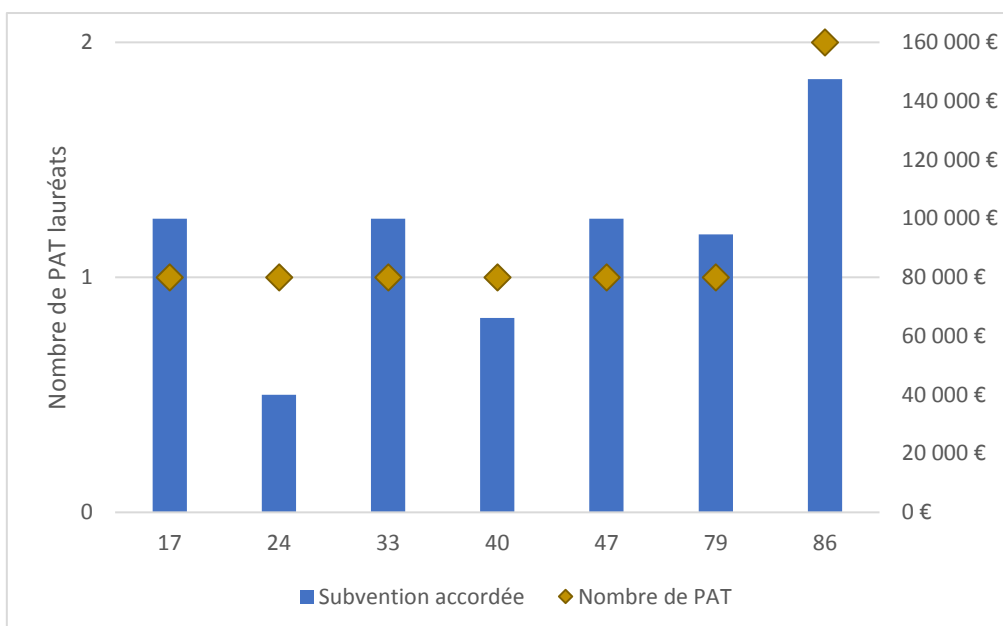
Un projet alimentaire territorial (PAT) est un projet collectif visant à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales, les acteurs de la société civile et les consommateurs et à développer une agriculture durable ainsi qu'une alimentation de qualité sur un territoire donné.

Les PAT répondent aux enjeux d'ancrage territorial de l'alimentation, de résilience alimentaire et de santé, et revêtent :

- **Une dimension économique** : structuration et consolidation des filières dans les territoires, rapprochement de l'offre et de la demande, maintien de la valeur ajoutée sur le territoire, contribution à l'installation d'agriculteurs et à la préservation des espaces agricoles ;
- **Une dimension environnementale** :
 - Accompagnement de l'évolution des pratiques alimentaires, diversification des sources de protéines, introduction des légumineuses, saisonnalité des produits, développement de la consommation de produits de proximité durables et de qualité (agriculture biologique, certification environnementale de niveau 2 et HVE) ;
 - Accompagnement et valorisation des modes de production agroécologiques, dont l'agriculture biologique, incluant la préservation de l'eau et des sols, de la biodiversité et des paysages, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, amélioration de la logistique et réduction des transports (producteur, transformateur, vendeur, consommateur) ;
 - Efficience de la chaîne de production et de transformation, lutte contre le gaspillage alimentaire et recyclage des déchets organiques
- **Une dimension sociale** : éducation alimentaire, création de liens, accessibilité sociale, lutte contre la précarité alimentaire, valorisation du patrimoine.

En Nouvelle-Aquitaine, 8 PAT sont lauréats de cet appel à projets, répartis dans 7 départements. Au total, près de 650k€ ont été accordés à ces projets.

5 PAT sont financés par la DRAAF pour un montant total de 380k€ : PAT de l'Île d'Oléron (17), PAT du Pays de l'Isle en Périgord (24), PAT du PETR Adour Chalosse Tursan (40), PAT du Département des Deux-Sèvres (79) et PAT de Grand Châtellerauld (86). Les 3 autres sont financés par l'ADEME : PAT du Cœur Entre-deux-Mers (33), PAT de Val de Garonne Agglomération (47) et PAT de Vienne et Gartempe (86) pour 270k€ de subventions.



| Département | Nom du projet | Budget | Subvention |
|-------------|---|--------------|--------------|
| 17 | Projet Alimentaire Territorial de l'île d'Oléron : pour une alimentation plus sûre, plus saine, plus juste et plus durable. | 176 000,00 € | 100 000,00 € |
| 24 | PAT du Pays de l'Isle en Périgord | 57 150,00 € | 40 000,00 € |
| 33 | PAT du PETR du Cœur Entre-2-Mers | 118 334,84 € | 100 000,00 € |
| 40 | Démarche alimentaire territoriale du PETR Adour Chalosse Tursan | 188 902,00 € | 66 122,00 € |
| 47 | Projet Alimentaire Val de Garonne "Ensemble cultivons demain" | 183 262,81 € | 100 000,00 € |
| 79 | Manger bon et local en Deux-Sèvres : agir pour une alimentation de proximité, saine, durable et accessible à tous | 176 428,62 € | 94 638,00 € |
| 86 | Projet Alimentaire Territorial Vienne et Gartempe : faire de notre alimentation locale un outil de plus-value sociale, économique et environnementale | 127 000,00 € | 70 000,00 € |
| | Système alimentaire territorial durable et inclusif de Grand Châtelleraut | 140 000,00 € | 77 500,00 € |

Ces 8 PAT ont reçu la reconnaissance officielle du MAA de niveau 1, labellisation attribuée aux PAT émergents. Au total, au 31 décembre 2021, la Nouvelle-Aquitaine compte 19 PAT labellisés.

2. Mesure 13B : Projets d'investissement dans le cadre de Projets Alimentaires Territoriaux de Nouvelle-Aquitaine

Cet appel à candidatures régional visait à accompagner les PAT labellisés ou en cours de l'être (reconnaissance apportée par le Ministère de l'agriculture) en finançant des investissements matériels et immatériels permettant la mise en œuvre de leur feuille de route. Les projets recherchés étaient des projets d'envergure à fort caractère structurant pour les filières, inscrits dans une démarche collective, présentant un intérêt économique pour le territoire et ayant un impact sur la restauration collective.

L'appel à candidatures a été ouvert à compter du 1er février 2021 et l'instruction des candidatures a été réalisée au fil de l'eau.

La DRAAF Nouvelle-Aquitaine disposait d'une enveloppe de 9,1M€ pour ce dispositif.

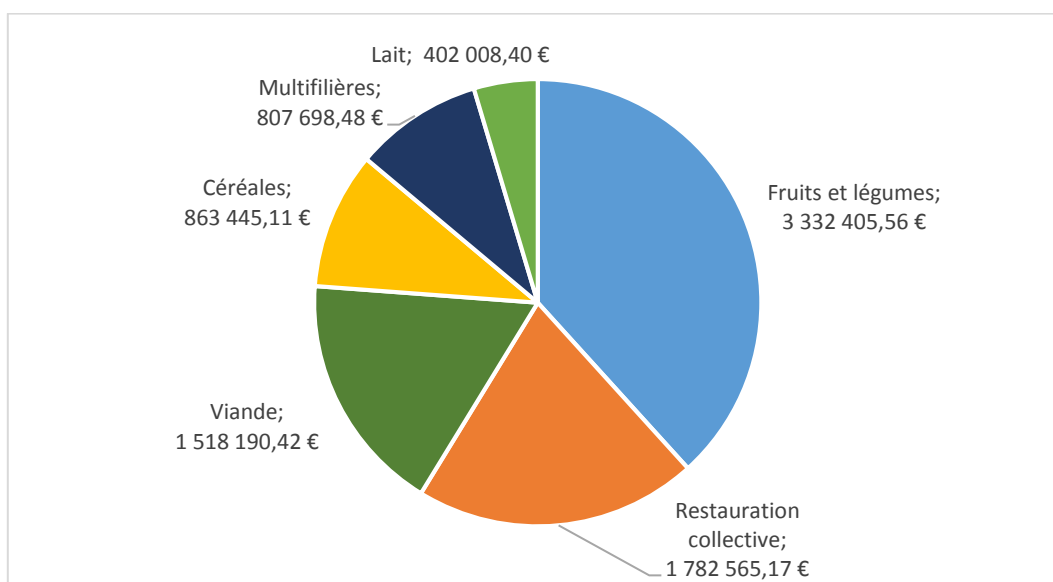
Au total, 40 candidatures ont été déposées pour un budget total dépassant les 74M€. Ces projets se situent dans 11 des 12 départements de Nouvelle-Aquitaine. La Corrèze est le seul le département dans lequel aucune candidature n'a été déposée.

22 projets ont été sélectionnés soit 55% des dossiers déposés pour cette mesure.

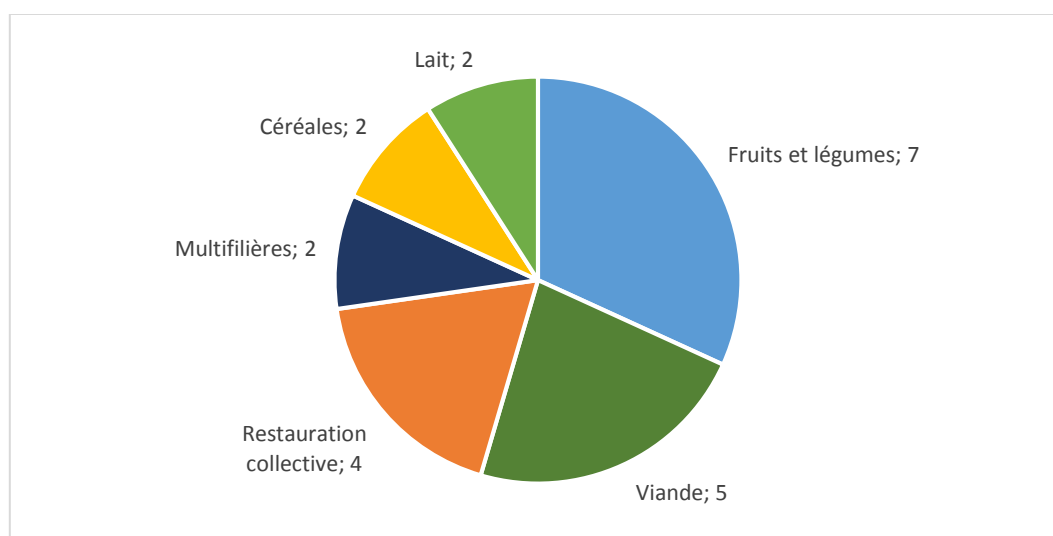
Les projets soutenus sont réalisés dans le cadre de 19 Projets Alimentaires Territoriaux de Nouvelle-Aquitaine.

Près de la moitié des candidatures ont été déposées durant le dernier mois de cet appel à projets. L'enveloppe a été consommée au fil de l'eau, ce qui a conduit à une sélection importante parmi les derniers dossiers reçus.

Les projets sélectionnés touchent différentes filières, la filière fruits et légumes est la plus représentée avec 35% du montant des subventions. 4 projets concernent la restauration collective mais 18 des 23 projets sélectionnés touchent directement ou indirectement ce secteur d'activité.



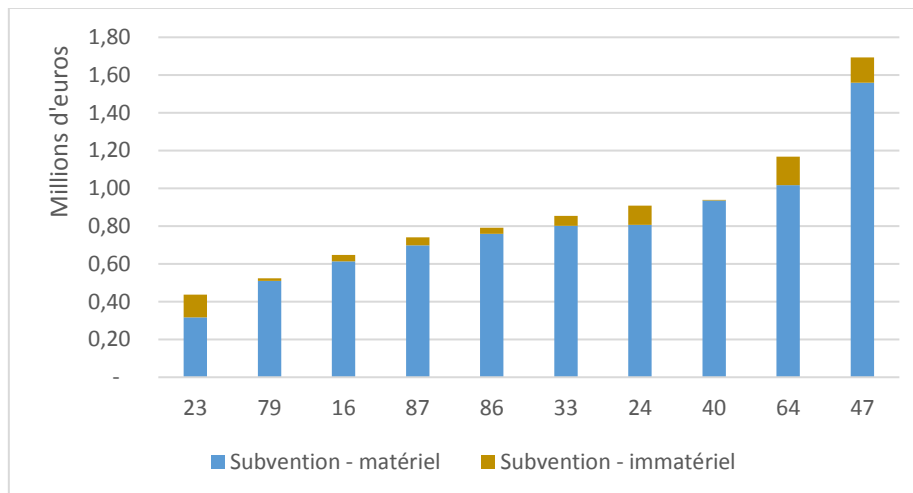
Répartition par filière des montants des subventions



Visualisation du nombre de projets sélectionnés par filière

La somme des budgets des projets sélectionnés s'élève à près de 45M€. L'effet levier de cette mesure du plan de relance est donc significatif puisque l'enveloppe allouée représente 20% de ces investissements. **92% de cette enveloppe sont dédiés au soutien financier d'investissements matériels (achat, construction, rénovation de bâtiments, achats de matériels de production...).**

La répartition par département est la suivante :



Les structures accompagnées sont diverses : 8 collectivités, 14 entreprises privées dont 6 groupements de producteurs, avec plus particulièrement : la création de 4 entreprises (ECOLIENCE, Ceinture Verte Pays de Béarn, Délices du terroir de Seignaux, Les Fermes de l'Adour), le soutien direct de 8 collectivités pour des investissements dans le cadre de leur PAT (principalement en lien avec la restauration collective) et 11 projets d'extension/diversification d'activité au sein d'entreprises existantes.

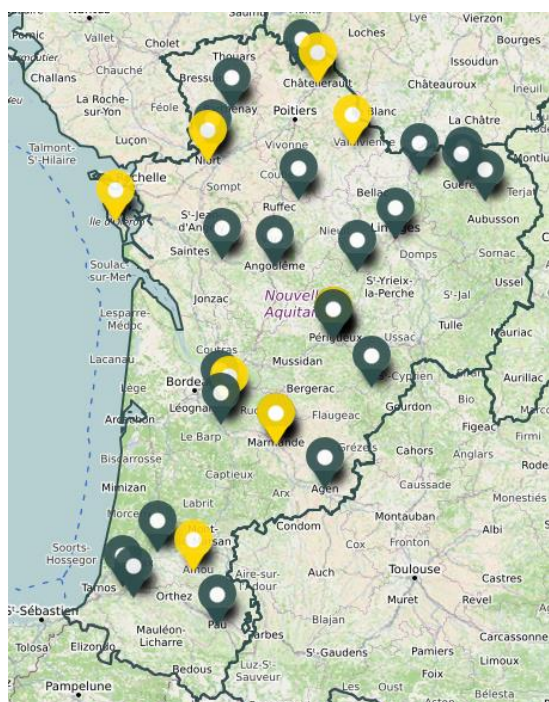
Liste détaillée des projets soutenus :

| Dép. | Porteur de projet | Porteur du PAT associé | Projet soutenu | Filière | Budget | Subvention |
|------|---|--------------------------------------|--|-------------------------|----------------|--------------|
| 16 | GIP « Cuisine publique de Cognac », Ville de Cognac et Grand Cognac | Grand Cognac | Transformation du GIP "Cuisine publique de Cognac" : suppression des contenants en plastique, aménagement de l'espace dans les restaurants satellites et la cuisine centrale, évolution des procédés de production et d'approvisionnement | Restauration collective | 313 420,82 € | 116 525,33 € |
| | SODIPORC | Grand Angoulême | Création d'une conserverie à côté du site actuel. La matière première est du porc 100% régional et les productions seront destinées au territoire national. | Viande | 3 539 060,00 € | 531 600,00 € |
| 23 | Coopérative CELMAR | Département de la Creuse | Création de Points-relais froids des producteurs afin de réaliser un premier maillage du territoire de la Creuse en chambres froides dédiées aux circuits courts. | Viande | 139 752,50 € | 59 385,68 € |
| | Conseil départemental de la Creuse | Département de la Creuse | Programme d'éducation au goût d'une alimentation saine, locale et équilibrée et lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges creusois. | Restauration collective | 332 652,93 € | 187 227,84 € |
| | SARL Les Moulins Marchois | Département de la Creuse | Projet de diversification de la gamme de pâtes de la marque Cœur de Creuse (pâtes longues, raviolis, pâtes fraîches) et augmentation des volumes. | Céréales | 418 368,65 € | 176 801,46 € |
| 23 | Commune de Lavaveix les Mines | Département de la Creuse | Projet agricole permacole communal, en maraîchage à destination de la restauration collective. | Fruits & Légumes | 154 767,97 € | 14 081,44 € |
| 24 | SAS Pechalou | Grand Bergeracois | Développement de la filière lait biologique : contrats pluriannuels avec les producteurs, création d'une mini-yourterie mutualisée, mise en place d'outils de stockage supplémentaires. A cela s'ajoute des actions pour développer le marché de la restauration collective et la vente directe. | Lait | 666 017,00 € | 282 885,90 € |
| | Syndicat mixte du Pays de l'Isle en Périgord | Pays de l'Isle en Périgord | Création d'un pôle dédié à la production agricole et à l'alimentation durable, en partenariat avec Manger Bio Périgord | Fruits & Légumes | 2 253 615,55 € | 626 432,62 € |
| 33 | EARL La ferme Céronnaise | Communauté de Commune de Montesquieu | Création abattoir, unité de transformation, de conditionnement et de commercialisation de viande de volaille | Viande | 1 127 671,18 € | 416 996,05 € |
| | PETR Cœur entre deux mers | Cœur entre Deux Mers | Construction d'une cuisine centrale à Créon, achat d'équipements et animation par le CIVAM PPML | Restauration collective | 3 273 316,55 € | 437 000,00 € |

| | | | | | | |
|--------------|---|--|---|-------------------------|---------------------|--------------------|
| 40 | SAS Les Fermes de l'Adour | Adour Chalosse Tursan | Création d'un groupement de producteurs de légumes bio pour la commercialisation d'une gamme de produits frais et transformés à destination de la restauration collective | Fruits & Légumes | 1 027 133,00 € | 352 738,20 € |
| | Les Délices du Terroir du Seignanx | Seignanx – Sud Landes Pays Basque | Création d'un magasin collectif de vente et de transformation de produits locaux | Multifilière | 1 751 629,07 € | 586 346,43 € |
| 47 | SAS Jus du Soleil | Val de Garonne Agglomération | Projet d'investissement dans une nouvelle ligne de production permettant de valoriser les invendus des producteurs locaux | Fruits & Légumes | 2 663 719,00 € | 494 312,50 € |
| | Agglomération d'Agen | Agglomération d'Agen | Restructuration du carreau des producteurs du Marché d'Intérêt National (MIN) d'Agen | Fruits & Légumes | 2 959 000,00 € | 1 198 900,00 € |
| 64 | SCIC SAS Ceinture Verte Pays de Béarn | Pays de Béarn | Projet de Ceinture Verte autour de la ville de Pau : relocaliser l'agriculture nourricière de proximité | Fruits & Légumes | 4 185 000,00 € | 126 000,00 € |
| | Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques | Département des Pyrénées Atlantiques | Construction d'une cuisine centrale à Bidache | Restauration collective | 2 529 046,67 € | 1 041 812,00 € |
| 79 | Communauté d'agglomération du Niortais | Communauté d'agglomération du Niortais | Construction de la Maison du beurre d'Echiré, outil de promotion avec présentation de la laiterie, espace de vente et espace de démonstration et dégustation | Lait | 709 455,00 € | 119 122,50 € |
| | SVEP - Société des viandes des éleveurs de Parthenay | Département des Deux-Sèvres | Agrandissement d'une unité de transformation de viande bovine | Viande | 1 011 307,67 € | 405 481,00 € |
| 86 | CUMA des Prés Gourmands | Grand Châtelleraut | Création d'un atelier de découpe de viande et d'une conserverie | Viande | 757 739,24 € | 104 727,69 € |
| | SAS ECO LIENCE | Grand Poitiers | Création d'un outil industriel multi-productions 100% bio, issus d'un rayon de 100km maximum et permettant de réaliser une gamme de 300 produits. | Céréales | 13 022 184,00 € | 686 643,65 € |
| 87 | SARL de la Châtaigne et du Marron Limousin et Mairie de Dournazac | PNR Périgord Limousin | Agrandissement de l'Atelier de la Châtaigne et extension de la gamme de produits | Fruits & Légumes | 1 308 852,00 € | 519 940,80 € |
| | SCA Saveurs fermières | Limoges Métropole | Développement des points de vente collectifs Saveurs Fermières | Multifilière | 541 152,63 € | 221 352,05 € |
| TOTAL | | | | | 44 684 861 € | 8 706 313 € |

Au total, ces 22 projets sélectionnés prévoient de créer environ 80 emplois directs sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Localisation des 30 projets soutenus dans le cadre des mesures 13A et 13B :

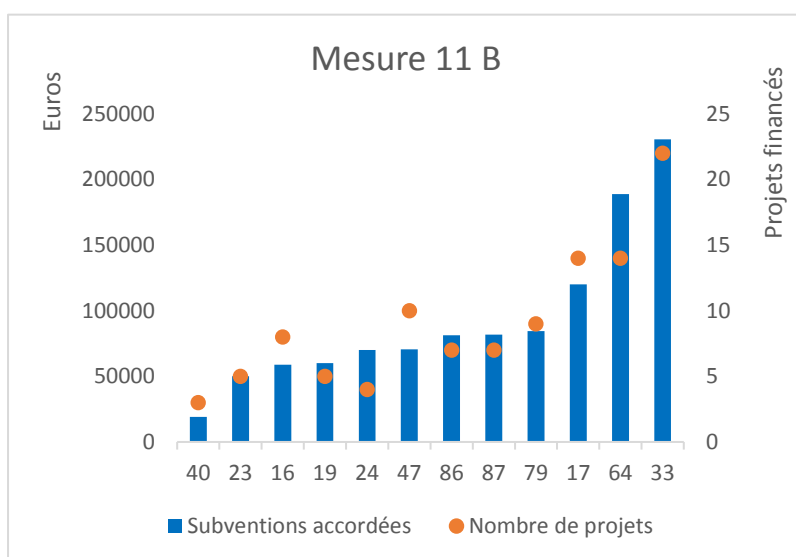


| Département | 13A | 13B |
|--------------|----------|-----------|
| 16 | | 2 |
| 17 | 1 | |
| 23 | | 4 |
| 24 | 1 | 2 |
| 33 | 1 | 2 |
| 40 | 1 | 2 |
| 47 | 1 | 2 |
| 64 | | 2 |
| 79 | 1 | 2 |
| 86 | 2 | 2 |
| 87 | | 2 |
| Total | 8 | 22 |

3. Mesure 11B : Jardins partagés et agriculture urbaine

Lancé au niveau départemental (et porté par les DDT(M) ou les DD(ETS)PP), cet appel à projets, doté en Nouvelle-Aquitaine d'une enveloppe de 1 345 000 €, visait à accompagner collectivités et associations en milieux urbain et péri-urbain pour la mise en œuvre, le déploiement, le développement, l'aménagement, et la montée en puissance de jardins partagés et collectifs. Ces projets ont ainsi pu bénéficier d'une aide visant à animer les jardins, à acheter du matériel ou encore à réaliser des travaux d'aménagement. Ils bénéficient ainsi aux publics concernés en leur permettant de (re)découvrir la culture de la terre, de s'approvisionner en produits frais, de saison et sains, et de développer les circuits de proximité. **108 projets ont été sélectionnés sur les 12 départements de Nouvelle-Aquitaine, pour un montant final total de 1 114 705 €.**

La répartition de ces projets et des montants associés par département est la suivante :

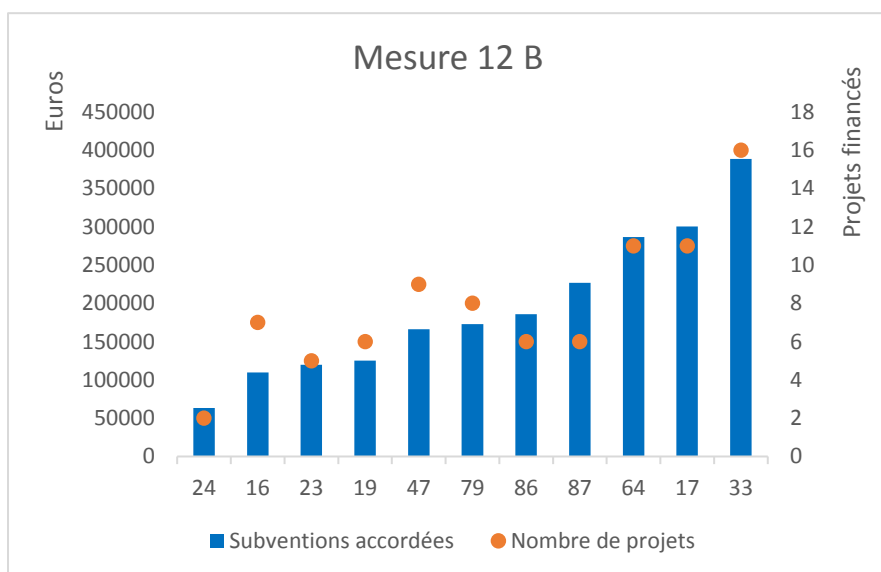


| Département | Total des subventions accordées (€) | Nombre de projets |
|--------------|-------------------------------------|-------------------|
| 40 | 18980,00 | 3 |
| 23 | 50000,00 | 5 |
| 16 | 58801,00 | 8 |
| 19 | 60088,00 | 5 |
| 24 | 69999,80 | 4 |
| 47 | 70538,00 | 10 |
| 86 | 81181,97 | 7 |
| 87 | 81663,00 | 7 |
| 79 | 84496,54 | 9 |
| 17 | 119998,88 | 14 |
| 64 | 188646,00 | 14 |
| 33 | 230311,64 | 22 |
| Total | 1114704,83 | 108 |

4. Mesure 12B : Alimentation locale et solidaire

Lancé au niveau départemental (et porté par les DDT(M) ou les DD(ETS)PP), cet appel à projets, doté en Nouvelle-Aquitaine d'une enveloppe de 2 530 000 €, visait à accompagner les associations, groupements d'achats, magasins de producteurs, etc. dans le développement de l'accès à des produits locaux et frais. Les projets ainsi financés permettent à des publics précaires et/ou isolés géographiquement de diversifier leurs sources d'approvisionnement et d'avoir accès à des produits de haute qualité nutritionnelle et organoleptique. **87 projets ont été sélectionnés sur 11 départements de Nouvelle-Aquitaine (aucun projet dans les Landes), pour un montant final total de 2 146 702 €.**

La répartition de ces projets et des montants associés par département est la suivante :



| Département | Total des subventions accordées (€) | Nombre de projets |
|-------------|-------------------------------------|-------------------|
| 40 | 0,00 | 0 |
| 24 | 63224,00 | 2 |
| 16 | 109999,62 | 7 |
| 23 | 120000,20 | 5 |
| 19 | 125301,00 | 6 |
| 47 | 166400,00 | 9 |
| 79 | 172803,36 | 8 |
| 86 | 185869,00 | 6 |
| 87 | 226832,00 | 6 |
| 64 | 286646,30 | 11 |
| 17 | 300615,99 | 11 |
| 33 | 389010,81 | 16 |
| Total | 2146702,28 | 87 |